

Jean-Noël STOFFEL

Maître de conférences à l'Université d'Aix-Marseille
Centre de droit économique (UR 4224) – Institut de droit des affaires
3 av. Robert Schuman, Espace Cassin
13628 Aix-en-Provence Cedex 1

Courriel : jean-noel.STOFFEL@univ-amu.fr



FONCTIONS ET RESPONSABILITES UNIVERSITAIRES

2019 -	Maître de conférences en droit privé, Université Aix-Marseille - 2020 – : Responsable du DU droit de l'économie sociale et solidaire - 2021 – 2026 : Assesseur du Doyen à la vie étudiante et au handicap
2018-2019	ATER (temps plein), Université de Montpellier
2016-2018	Chargé d'enseignements vacataire, Université Aix-Marseille
2015-2016	ATER (temps plein), Université Aix-Marseille
2012-2015	Doctorant contractuel en charge d'une mission d'enseignement, Université Aix-Marseille

ACTIVITES CONNEXES

2024-	Administrateur et trésorier de l'Association de recherche juridique sur l'économie sociale et solidaire (ARJESS)
2024 -	Membre de la commission nationale de sélection instituée à l'article 15 du décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 modifié relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire
2023 -	Examineur spécialisé au jury du certificat d'aptitude, du certificat préparatoire et de l'épreuve d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes
2020 -	Membre de l'association du Concours francophone d'éloquence RSE
2016-2018	Représentant des doctorants au Conseil de l'École doctorale n° 67
2012-2022	Membre de l'Atelier régionale de jurisprudence d'Aix-en-Provence – Analyste Jurisdata

FORMATION ET DIPLOMES

2020	Certificat d'aptitude à la profession d'avocat, EDASE
2019	Qualification aux fonctions de maître de conférences, Section 01 CNU
2018	Doctorat en droit privé et sciences criminelles, Université Aix-Marseille. Mention très honorable, Félicitations du jury. <i>Proposition pour un prix de thèse et autorisation de publication en l'état.</i> <u>Thèse</u> : <i>Le projet d'acte juridique (Étude de droit privé)</i> ss. la direction de D. Poracchia (Pr. Univ. Paris I) et I. Grossi (Pr. Univ. Aix-Marseille). Jury : O. Deshayes (Pr. Univ. Paris-Nanterre), P. Mousseron (Pr. Univ. Montpellier – Rapporteur), E. Putman (Pr. Univ. Aix-Marseille) et Th. Revet (Pr. Univ. Paris I – Rapporteur) <i>Prix de droit des affaires de la Faculté de droit d'Aix-Marseille</i>
2012	Master 2, Droit économique, Univ. Aix-Marseille, Institut de droit des affaires, mention très bien (Mémoire : L'action de concert occulte, dir. J. Mestre)
2011	Master 1, Droit des affaires, Univ. Aix-Marseille, mention bien
2007-2010	Licence en Droit, Univ. Aix-Marseille, mention bien
2006-2007	Classe préparatoire aux grandes écoles, économique et commerciale, Lycée Dumont d'Urville, Toulon
2006	Baccalauréat scientifique, Lycée Laetitia Bonaparte, Ajaccio, mention très bien

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

2019 -

Maître de conférences, Université Aix-Marseille :

Enseignements à la Faculté de droit des de science politique d'Aix-Marseille :

- **Cours :** Droit du contrat (**L2**), Droit commercial général (**L3 et Capacité 1^{ère} année**) ; Droit commun des sociétés (**L3**) ; Droit spécial des sociétés (**M1 Droit des affaires**) ; Droit des sociétés (**DESU-EJ CRFPA**) ; Comptabilité générale et droit comptable (**M1 droit des affaires**) ; Principes d'analyse comptable et financière (**M1 Droit des affaires**), Droit financier (**M1 droit de la banque et gestion du patrimoine**).
- **Séminaires :** Comptabilité et analyse financière (**M2 CEMA ; M2 IGS**) ; Les difficultés comptables (**DJCE**) ; Gestion de la trésorerie (**DJCE**) ; Les contrôles de gestion (**DJCE**) ; Diagnostic financier de l'entreprise (**M2 Droit de la banque et gestion de patrimoine**) ; Droit des marchés financiers (**M2 Droit de la banque et gestion de patrimoine**) ; Les revendications et les restitutions (**M2 ALED**) ; L'entreprise au cœur de l'économie sociale et solidaire (**École d'été franco-québécoise – Droit et pratique de l'entreprise durable ; M2 IGS ; M2 GESE**) ; Approche comptable de la RSE (**M2 GESE**) ; Les fondamentaux du droit des associations (**DU droit de l'ESS**) ; Le droit commun des coopératives (**DU droit de l'ESS**) ; Introduction à la RSE, la compliance et l'entreprise sociale (**CU pratique du droit des affaires**).

Enseignements dans d'autres établissements : L'entreprise au cœur de l'économie sociale et solidaire (**M2 Droit de l'entreprise et Droit social/RH – Université de Haute-Alsace**) ; Droit commercial général (**INFN Aix**) ; Obligations comptables des commerçants et lecture juridique des comptes annuels (**INFN Paris**).

2018 - 2019

ATER (temps plein), Université de Montpellier :

- **Travaux dirigés :** Droit des contrats (**L2, Cours du Pr. S. Cabrillac et du Pr. F. Violla**) ; Droit de la responsabilité (**L2, Cours du Pr. S. Cabrillac**) ; Droit des sociétés (**L3, Cours du Pr. C. Coupet**) ; Droit des contrats spéciaux (**L3, Cours du Pr. N. Ferrier**) ; Droit bancaire (**M1, Cours du Pr. M.-P. Dumont-Leffrand**).
- **Séminaires :** Droit du divorce (**M2 droit notarial**) ; Droit des contrats (**M2 droit notarial**).

2012 - 2018

Doctorant contractuel, ATER (temps plein), Chargé d'enseignement vacataire, Université Aix-Marseille :

- **Travaux dirigés :** Droit des contrats (**L2, Cours du Pr. D. Bosco**) ; Droit des contrats d'affaires (**M1, Cours de M. V. Perruchot-Triboulet**) ; Droit des sociétés (**L3, Cours de Mme I. Grossi et de M. B. Brignon**) ; Droit des entreprises en difficulté (**M1, Cours de Mme A. Cerati-Gauthier**) ; Droit comptable et comptabilité (**M1, Cours de M. J.-C. Taverni puis de M. G. Grundeler**) ; Analyse comptable et financière (**M1, Cours de M. J.-C. Taverni puis du Pr. D. Velardocchio**).
- **Cours et séminaires :** Analyse comptable et financière (**M2 IGS**) ; Comptabilité et financement des structures de l'économie sociale et solidaire (**DESU ESS**) ; Droit comptable et comptabilité (**DJCE ; M2 Droit et métiers des assurances**).

PUBLICATIONS

OUVRAGES

1. *Le nouveau visage de l'entrepreneur individuel*, ouvrage collectif, PUAM, Droit des affaires, 2023.
2. *L'évaluation du préjudice économique*, avec I. Dusart et J. Gasbaoui, 2^{ème} éd., LexisNexis, coll. Droit et Professionnels, 2021.
3. *Le projet d'acte juridique. Étude de droit privé*, préf. I. Grossi et D. Poracchia, PUAM, coll. Droit des affaires, 2020.

ENCYCLOPEDIES

1. « L'économie sociale et solidaire », Répertoire des sociétés, Dalloz, à paraître.
2. Fasc. n° 1085 « Commissaires aux comptes » (actualisation), Jcl commercial, LexisNexis, 2025.
3. « Commissaire aux comptes », *Répertoire des sociétés*, Dalloz, 2024.

DOSSIERS

1. « L'ordonnance n° 2025-229 du 12 mars 2025, portant réforme des nullités en droit des sociétés - Propos introductifs », actes du colloque du 17 octobre 2025, dir. avec B. Brignon, *RJcom.* n° 19, 27 février 2026.

ARTICLES

1. « Les causes de nullité des décisions sociales », actes du colloque du 17 octobre 2025, *RJcom.* n° 19, 27 février 2026.
2. « L'ordonnance n° 2025-229 du 12 mars 2025, portant réforme des nullités en droit des sociétés - Propos introductifs » (avec B. Brignon), actes du colloque du 17 octobre 2025, *RJcom.* n° 19, 27 février 2026.
3. « La lucrativité limitée : contours et portée d'un principe cardinal de l'ESS », in Marie Rakotovahiny (dir.), *La reconnaissance légale de l'économie sociale et solidaire. Où en est-on dix ans après la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 ?*, L'harmattan, Logiques juridiques, p. 53.
4. « Bail d'habitation et procédures collectives », *Rev. proc. coll.*, n° 3, Mai-juin 2025, dossier 10.
5. « La métamorphose de la théorie de la gouvernance en droit des sociétés », in A. Bachert-Peretti, P. Benezech-Sarron et L. Pignatell (dir.), *Existe-t-il une théorie de la gouvernance ?*, PUAM, coll. DPS, avr. 2025, p. 13.
6. « Le droit comptable face au défi de la transition écologique et sociale : vers un nouveau paradigme ? », *JCP E*, n° 37, 14 sept. 2023, 1256.
7. « Le statut d'entrepreneur individuel un an après son entrée en vigueur », *JCP E*, n° 20-21, 18 mai 2023, 1156.
8. « Droit comptable, éthique et impact sociétal », *Droit & patr.*, n° 36, 1^{er} juill. 2022.
9. « Blockchain et contrôle de gestion opéré par la DNCG : du champ des possibles aux écueils potentiels » (avec J. Gasbaoui), in G. Rabu (dir.), *Sport et droit du numérique*, préf. F. Rizzo, avant-propos A. Lepage, PUAM, 2020, p. 315.
10. « Devoir de minimiser son préjudice de perte d'exploitation – Perspectives de consécutions » (avec J. Gasbaoui), *Lexbase, Hebdo éd. priv.*, n° 632, 23 avr. 2020, N2997BYN.
11. « L'EIRL confronté au droit des entreprises en difficulté » in V. Perruchot-Triboulet et A. Cerati-Gauthier (dir.), préf. C. Saint-Alary-Houin, *Les procédures collectives complexes*, éd. Joly, coll. Pratique des affaires, 2017, p. 87.

NOTES, COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS

1. « Devoir de vigilance : l'autonomie de la personne morale ne saurait faire obstacle à la communication de pièces appartenant à une filiale, obs. sous TJ Paris, ord. JME, 18 sept. 2025, n° 23/09018, *JCP E*, Chron. « Le droit des groupes de sociétés », à paraître.
2. « Le formalisme de la rémunération du gérant de SARL à l'épreuve du référé », obs. sous Cass. com., 11 mars 2026, n° 24-15.111, *Lexbase Affaires*, à paraître.
3. « La lettre de mission de l'expert-comptable à l'épreuve des tiers », note sous Cass. com., 17 déc. 2025, n° 24-20.154, *JCP E*, n° 16, 16 avril 2026, 1132.
4. « Transaction et responsabilité du commissaire aux comptes : pas d'immunité pour le certificateur », note sous Cass. com., 5 nov. 2025, n° 2416.388, *JCP E*, n° 14, 02 avril 2026, 1116.
5. « Précision de l'offre de cession de parts sociales : la mention d'un pourcentage du capital social suffit », obs. sous Cass. com., 17 septembre 2025, n° 24-10.604, *Lexbase Affaires* n° 827, 23 octobre 2025.
6. « La substitution n'est pas une modalité de reprise des actes de la société en formation », obs. sous Cass. com., 18 juin 2025, n° 24-14.311, *Lexbase Affaires* n° 825, 17 juillet 2025.
7. « Contrôle des conventions intragroupes : coup frein sur le recours à l'expertise *in futurum* », obs. sous Cass. com., 11 sept. 2024, n° 22-24.160, *JCP E*, Chron. « Le droit des groupes de sociétés », *JCP E*, n° 25, 19 juin 2025, 1176.
8. « Point de départ du délai de prescription de l'action en responsabilité civile engagée contre le CAC et procédure collective de la société contrôlée », note sous Cass. com., 27 nov. 2024, n° 23-14.208, *JCP E*, nos 22-23, 29 mai 2025, 1159.
9. « Démission du commissaire aux comptes et rehaussement des seuils de l'audit légal obligatoire », note sous Cass. com., 10 mai 2024, n° 22-16.158, *JCP E* n° 38, 19 septembre 2024, 1270.
10. « Désignation des commissaires aux comptes dans les groupes de petite taille : un nouveau rehaussement des seuils avant un autre ? » et « Désignation des commissaires aux comptes dans les groupes de grande taille : une succession peu habile de textes », *JCP E*, n° 26, 27 juin 2024, Chron. « Le droit des groupes de sociétés », 1196.
11. « Délit d'entrave aux fonctions de commissaire aux comptes : ce qu'il suffit d'établir pour caractériser l'élément intentionnel », note sous Cass. crim., 28 févr. 2024, n° 23-81.826, *JCP E*, n° 24, 13 juin 2024, 1180.

12. « Focus sur les premières décisions relatives au nouveau statut d'entrepreneur individuel » (avec L. Watrin), *GPL* 28 mai 2024, n° GPL462m6.
13. « Application dans le temps de la loi API : un premier arrêt de cassation quant à la prise en compte des dettes professionnelles en matière de surendettement », note sous Cass. 2^e civ., 8 févr. 2024, n° 22-18.080, *JCP E*, n° 21, 23 mai 2024, 1145.
14. « Normes d'exercice professionnel et responsabilité civile professionnelle du commissaire aux comptes », note sous Cass. com., 14 nov. 2023, n° 22-13.374, *JCP E*, n° 15, 11 avril 2024, 1103.
15. « Prescription applicable aux actions en responsabilité civile contre un commissaire à la transformation », note sous Cass. com., 8 nov. 2023, n° 22-12.978, *JCP E*, n° 15, n° 12, 21 mars 2024, 1079.
16. « Infractions comptables multiples et principe *non bis in idem* », obs. sous Cass. crim., 13 avr. 2022, n° 20-83.524, *JCP E*, n° 17-18, 27 avr. 2023, Chron. « Le droit des groupes de sociétés », 1135.
17. « Paiement partiel spontané de la dette d'une filiale : la société mère ne saurait être engagée pour le tout », note sous Cass. com., 9 nov. 2022, n° 20-22.063, *JCP E*, n° 10, 09 mars 2023, 1066.
18. « Panorama sur le nouveau statut d'entrepreneur individuel » (avec D. Poracchia), *BJS* sept. 2022, n° BJS201h9.
19. « Vers l'extinction du statut d'EIRL », *Lexbase Hebdo éd. affaires*, mars 2022, n° 709.
20. « Sanction de la présentation de comptes consolidés infidèles : gare au choix du fondement ! », obs. sous Cass. crim., 17 févr. 2021, n° 20-82.068, *JCP E*, n° 11, 17 mars 2022, Chron. « Le droit des groupes de sociétés », 1101.
21. « Distribution de dividendes et responsabilité pour insuffisance d'actif : provoquer c'est déjà fauter », note sous Cass. com., 8 avr. 2021, n° 19-23.669, *JCP E*, n° 39, 30 sept. 2021, 1425.
22. « La GAP joue, nonobstant l'audit auquel fait procéder le cessionnaire ! », note sous Cass. com., 12 mai 2021, n° 19-14.059 (avec B. Brignon), *BJS* sept. 2021, n° 200h3, p. 4.
23. « Compétence territoriale des tribunaux et action en responsabilité contre un commissaire aux comptes », note sous Cass. com., 10 févr. 2021, n° 18-26.704 (avec J. Gasbaoui), *JCP E*, n° 31-35, 5 août 2021, 1399.
24. « Réaffirmation de l'exigence d'une action personnelle dans le cadre du délit d'abus de biens sociaux », note sous Cass. crim., 10 mars 2021, n° 20-80.942 (avec J. Gasbaoui), *Lexbase pénal* n°40 du 29 juillet 2021, N8224BYA.
25. « Abus de majorité et rémunération du dirigeant : entre relativisation et risque d'absolutisation de certains des critères de la contrariété à l'intérêt social », note sous Cass. com., 14 oct. 2020, n° 18-24.732 (avec J. Gasbaoui), *JCP E*, n° 6, 11 févr. 2021, n° 6, 1071.
26. « Abus de majorité et affectation systématique en réserves : la contrariété à l'intérêt social ne suffit pas », note sous Cass. com., 10 juin 2020, n° 18-15.614 (avec J. Gasbaoui), *JCP E*, n° 3, 21 janv. 2021, n° 3, 1015.
27. « Caractérisation du délit de présentation ou de publication de comptes annuels ne donnant pas une image fidèle au sein d'un groupe », obs. sous Cass. crim., 4 mars 2020, n° 18-86.189, *JCP E*, n° 3, 21 janv. 2021, Chron. « Le droit des groupes de sociétés », p. 1014.
28. « La force du droit de retrait en matière de société coopérative », note sous Cass. civ. 1^e, 25 mars 2020, n° 18-17.721, *LPA*, 2 déc. 2020, n° 156c5, p. 20.
29. « Rémunération des dirigeants et abus de majorité : quand l'intérêt social coïncide avec l'intérêt commun », note sous Cass. com., 15 janv. 2020, n° 18-11.580 (avec J. Gasbaoui), *LPA*, 12 juin 2020, n° 153u5, p. 13.
30. « Covid-19 : conséquences sur les comptes annuels et consolidés établis selon le référentiel comptable français au 31 décembre 2019 » (avec J. Gasbaoui), *JCP E*, n° 20, 14 mai 2020, act. 334.
31. « Exception de nullité perpétuelle et convention réglementée octroyant une retraite chapeau », note sous Cass. com., 16 octobre 2019, n° 17-31.638, *JCP E*, n° 7-8, 13 févr. 2020, 19.
32. « Le commissariat aux comptes dans les groupes de sociétés à l'issue de la loi PACTE », *JCP E*, n° 1-2, 9 janv. 2020, Chron. « Le droit des groupes de sociétés », 18.
33. « Devoir de mise en garde et autorisation tacite de découvert », obs. sous CA Aix-en-Provence, 8^{eme} ch. C, 6 déc. 2018, n° 2018/442, *JCP G*, n° 7, 18 févr. 2019, 320.
34. « Le cloisonnement patrimonial en pratique : l'EIRL surendetté », note sous Cass. civ. 2^e, 27 sept. 2018, n° 17-22.013, *LPA*, 3 avril 2019, n° 143k7, p. 11
35. « Compétence du bureau de l'assemblée des actionnaires et sanction du franchissement de seuil non déclaré : épilogue de l'affaire *Madag* », note sous Cass. com., 27 juin 2018, n° 15-29.366, *LPA* 30 nov. 2018, n° 140r4, p. 14

36. Chronique annuelle de Droit des entreprises en difficulté (en collab. avec S. Merabet), *Bulletin d'Aix*, 2015-3, pp. 53 et s.
37. « Nullité d'un prêt professionnel pour insanité d'esprit », obs. sous CA Aix-en-Provence, 8ème ch. C, 26 juin 2014, *Bulletin d'Aix*, 2015-1, pp. 139 et s.
38. « Absence de comptabilité et révocation judiciaire du gérant d'une SCI de gestion », note sous Cass. com., 4 nov. 2014, *Bulletin d'Aix*, 2015-2, pp. 81 et s.
39. Chronique annuelle de Droit des entreprises en difficulté (en collab. avec S. Merabet et L. Watrin) *Bulletin d'Aix*, 2014-3, pp. 187 et s.
40. « Transaction conclue par certains cofidélus : effets à l'égard de la caution tierce », obs. sous Cass. Com., 1er octobre 2013, *Bulletin d'Aix*, 2014-2, pp. 121 et s.
41. « Prorogation du contrat principal et durée du cautionnement », obs. sous Cass. Com., 9 avril 2013, *Bulletin d'Aix*, 2014-1, pp. 33 et s.
42. « Paiement de la dette et recours en contribution », obs. sous CA Aix-en-Provence, 8ème ch. C, 10 janvier 2013, *Bulletin d'Aix*, 2013-4, pp. 100 et s.
43. « Sort du cautionnement en cas de fusion-absorption du créancier », obs. sous CA Aix-en-Provence, 8ème ch. C, 4 juillet 2013, *Bulletin d'Aix*, 2013-4, pp. 95 et s.
44. « Quand responsabilité pour insuffisance d'actif rime avec faute comptable de gestion », note sous CA Aix-en-Provence, 8ème ch. C, 21 mars 2013, *Bulletin d'Aix*, 2013-3, pp. 131 et s.
45. « Chèque et signature non conforme : lorsque la banque tirée crée une apparence de régularité envers le bénéficiaire », obs. sous CA Aix-en-Provence, 8ème ch. C, 12 avril 2012, *Bulletin d'Aix*, 2013-2, pp. 99 et s.

MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

ORGANISATION

- 17 oct. 2025** Colloque « L'ordonnance n° 2025-229 du 12 mars 2025, portant réforme des nullités en droit des sociétés - Propos introductifs » (organisé avec Bastien Brignon). *Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille*.
- 2 déc. 2022** Colloque « Professionnels du chiffre : nouveaux défis et nouveaux risques » (organisé avec N. Davoult et J. Gasbaoui). *Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille*.
- 7 oct. 2022** Colloque « Le nouveau visage de l'entrepreneur individuel ». *Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille*.
- 19 mars 2021** Conférence de David Hiez, « Le droit coopératif, une source d'inspiration pour un droit des affaires d'après ». *Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille*.

INTERVENTIONS

- 10 avr. 2026** Colloque « Les entreprises du secteur bancaire confrontées aux enjeux environnementaux », Intervention sur « L'influence de la forme sociale de l'entreprise bancaire sur ses engagements environnementaux ». *Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille*.
- 17 oct. 2025** Colloque « L'ordonnance n° 2025-229 du 12 mars 2025, portant réforme des nullités en droit des sociétés ». Propos introductif et intervention sur « Les causes des nullités des décisions sociales ». *Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille*.
- 22 nov. 2024** Colloque « La reconnaissance légale de l'ESS : où en est-on dix ans après ? », Intervention sur « La lucrativité limitée ». *ARJESS, Université Paris 13*.
- 03 oct. 2024** Conférence « Le droit comptable, formidable levier de transition écologique et sociale », *Institut Portalis, Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille*.
- 13-14 déc. 2023** Colloque « Existe-t-il une théorie de la gouvernance ? ». Intervention sur la gouvernance en droit de l'entreprise. *Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille*.

- 24 févr. 2022** Colloque « Handicap et droit ». Intervention sur « Aménagements pour les étudiants : comment rendre possible la réussite pour les personnes en situation de handicap ». *Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille.*
- 21 févr. 2022** Table ronde « Les patrimoines de l'entrepreneur individuel : statut exceptionnel ou changement de paradigme ? ». Intervention sur « Le critère d'utilité professionnelle ». *Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille.*
- 2 déc. 2022** Colloque « Professionnels du chiffre : nouveaux défis et nouveaux risques ». Intervention sur « L'expert-comptable et le verdissement des comptes : vers un changement de paradigme ? ». *Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille.*
- 11 juill. 2019** Colloque « Loi PACTE : les principales mesures en droit des affaires ». Intervention sur « Les nouvelles dispositions en droit commercial ». *Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille.*
- 13 mai 2014** Colloque « Thèmes d'avenir » organisé par les doctorants du Centre de droit économique (UR 4224). Intervention sur « Le projet en droit ». *Faculté de droit et de science politique d'Aix-Marseille.*

FORMATIONS PROFESSIONNELLES

- 5 déc. 2025** *L'ordonnance n° 2025-229 du 12 mars 2025, portant réforme des nullités en droit des sociétés - Propos introductifs* : Formation continue des avocats, Les hivernales de la formation, EDASE
- 10 juin 2024** *Le patrimoine de l'entrepreneur individuel* : Formation continue des avocats, EDASE
- 11 mars 2024** *Le traitement des difficultés de l'entrepreneur individuel* : Formation continue des magistrats et juges consulaires du ressort de la cour d'appel d'Aix-en-Provence

Avril 2026